

Le modèle sociologique  
des « sociétés paysannes »  
et l'innovation

---

## INTRODUCTION

---

Les notions de « société paysanne » et de « paysannerie » correspondent à un « type social » caractéristique de la démarche sociologique dans l'étude des sociétés rurales. Elles prétendent résumer en un type général la situation d'ensemble et les comportements des groupes d'agriculteurs ruraux qui, intégrés dans une société globale dominée par le principe de marché et par les groupes sociaux urbanisés ou non agricoles, n'en dépendent pas moins, pour se reproduire, d'une organisation sociale et culturelle de type domestique ou familiale.

La notion de société paysanne n'est cependant pas spécifique à la sociologie : le modèle économique de « l'économie familiale » (Tchayannov), la perspective ethnologique sur les systèmes de valeurs paysans (Foster), l'accent mis par les géographes sur l'attachement inégal des sociétés à leur milieu et aux activités agricoles (Pélissier), voire l'analyse par les historiens des sociétés rurales (Bloch, Duby) ont amené ces disciplines à utiliser dans un sens précis, mais pas toujours concordant le terme de « paysan ». Le traitement sociologique de la notion tend pour sa part à privilégier l'interaction entre conditions internes et conditions externes comme variable déterminante de la reproduction des sociétés paysannes. Mais la pondération entre ces deux types de conditions peut répondre à des situations très diverses...

## LE MODÈLE GÉNÉRAL

---

Les conditions généralement retenues pour caractériser les sociétés paysannes sont les suivantes :

- » elles constituent au sein de la société globale une société et une culture partielles dominées par les élites urbaines et leur « grande culture » ;
- » elles sont soumises à des prélèvements économiques de la part des groupes dominants extérieurs par le biais du marché ou de mesures politiques ;
- » l'autoconsommation est importante.

L'interaction ou plutôt la série des interactions entre sociétés paysannes et « société englobante » n'étant pas observables en tant que telles, le « modèle paysan » sert à identifier et à tenter d'intégrer leurs principales composantes : culturelles, sociales, politiques, économiques... La difficulté majeure réside en ce que les sociétés paysannes sont, par opposition aux sociétés englobantes dont elles sont un élément, des sociétés « holistes », c'est-à-dire des groupements dans lesquels les fonctions sociales et les rôles des acteurs sociaux sont relativement peu différenciés, de sorte qu'il est encore plus difficile qu'ailleurs d'isoler une composante particulière, par exemple la composante économique, de ces interactions.

Les comportements économiques paysans sont par conséquent le résultat de logiques multiples ayant des conséquences sur l'organisation matérielle de la reproduction, sans que pour autant ces comportements soient assimilables à une logique économique autonome. Le modèle de la société paysanne peut alors faciliter l'intelligibilité de cette « transmutation » en faisant valoir les traits généraux à ce type de société et leurs conséquences, directes ou indirectes, au niveau de l'économie.

Les caractères généraux des sociétés paysannes expliquent notamment certains comportements économiques caractéristiques :

- \* primat du motif de consommation sur celui d'accumulation, et priorité donnée à la limitation des risques vis-à-vis de l'augmentation de la productivité ou du revenu, de manière à sécuriser d'abord la reproduction du groupe domestique ;
- \* existence d'une marge de manœuvre vis-à-vis du marché extérieur et d'une marge d'autonomie à l'égard des groupes économiquement dominants, du fait d'une autoconsommation importante ;
- \* tendance à l'atténuation des inégalités économiques internes par l'intervention de mécanismes de régulation non économiques dans l'allocation des ressources (prestation et redistribution, division du travail fondée sur la parenté, systèmes de valeurs fondés sur la notion du « Bien limité »). Le principe de différenciation économique dominant n'est pas linéaire et cumulatif, mais cyclique (cycle domestique).

Ce modèle général des sociétés paysannes tend à faire prévaloir l'idée d'une résistance « naturelle » de la part de ces dernières à l'égard de l'innovation qui, par hypothèse, est toujours risquée et porteuse de différenciation. Cette résistance serait d'ailleurs d'autant plus forte que l'innovation serait proposée de l'extérieur par des non-paysans, et considérée par les paysans comme une menace au maintien d'une marge minimale d'autonomie.

Toutefois, cette démarche « idéal-typique » doit être confrontée non seulement à la diversité des situations rencontrées, mais aussi au poids des interprétations propres à tel ou tel courant théorique au sein de la discipline.

## LES VARIANTES DU MODÈLE GÉNÉRAL : APPROCHES DIVERSIFIÉES DE L'INNOVATION

---

Concernant les interprétations propres aux différents courants, nous proposons un rapide survol de ces courants en fonction de la caractéristique qu'ils privilégient parmi les traits typiques des sociétés paysannes.

Une première approche privilégie la spécificité et l'homogénéité des communautés paysannes vis-à-vis de la société englobante.

Elle découle de la théorie initiale des sociétés paysannes (Kroeber, Redfield) et insiste sur les mécanismes intégrateurs des communautés paysannes :

\* mécanismes culturels symboliques et cognitifs imposant une forte participation communautaire et sanctionnant les comportements déviants et les écarts de richesses (Foster) ;

\* facteurs économiques d'homogénéisation de la paysannerie (inspirés de l'économiste Tchayanov) : le niveau d'effort est déterminé par la position dans le cycle domestique et par le niveau de consommation requis par la composition du groupe domestique.

Cette approche amplifie les facteurs de résistance au changement et à l'innovation des sociétés paysannes déjà identifiés dans le modèle général. Les comportements économiques paysans (incluant leur aversion pour l'innovation) sont rationnels eu égard aux objectifs et aux contraintes, mais à un bas niveau général de production et de revenu.

Une deuxième approche privilégie l'hétérogénéité interne (Wolf, Saâl et Woods, P. Hill, Cancian).

Cette variante ne s'oppose pas à la précédente, mais la relativise comme modèle partiel car elle ne rend pas compte des faits avérés de changement dans les sociétés paysannes. Elle s'appuie sur deux constats associés :

\* la différenciation interne entre les exploitations au sein des paysanneries (occultée précédemment au profit de la forte différenciation entre paysans et société englobante) ;

\* la rationalité du comportement paysan n'est pas spécifique à ce groupe social, elle n'est pas d'une nature particulière vis-à-vis des opportunités économiques.

En réalité, les comportements économiques dépendent de la position des paysans dans le système local de stratification et du degré d'ouverture des différentes communautés paysannes.

L'inégalité de statut et de situation des exploitations module en grande partie l'aversion pour le risque et l'innovation (thèse de la propension à innover de la classe rurale moyenne inférieure), l'accès éventuel à la main-d'œuvre extrafamiliale et la possibilité de l'accumulation individuelle.

Le «degré d'ouverture» des communautés paysannes module la capacité des paysans à se retirer du marché (notamment dans le cas d'une grande diffusion des cultures d'exportation) et leur homogénéité culturelle et professionnelle (diversification des activités, constitution d'une couche de notables-intermédiaires ruraux, migrations de travail et de colonisation).

Dans tous les cas, le comportement à l'égard du changement et de l'innovation ne peut être compris sans référence au système d'inégalité interne aux communautés paysannes. En outre, l'innovation organisationnelle (dans les procédures d'accès à la terre, de regroupement de la main-d'œuvre, de transmission des exploitations) peut jouer un rôle au moins aussi important que l'innovation technique.

Une troisième approche privilégie la détermination des comportements paysans par le système économique et social englobant (théorie de la dépendance)

Le sous-modèle initial est celui de Lénine à propos de la Russie. Quelle que soit la force contraignante de l'organisation sociale paysanne sur les comportements économiques, l'intégration au marché aboutit inéluctablement à une différenciation entre bourgeoisie rurale et prolétariat rural. En l'état, la formule léniniste (reprise par S. Amin et R. Stavenhagen notamment) est de peu d'utilité : si l'on peut admettre la tendance à la prolétarisation rurale (en donnant un sens large à cette notion) on ne constate pas pour autant l'émergence mécanique de relations capitalistes au sein des communautés paysannes, à de très rares exceptions près. On constate au contraire la persistance de la production paysanne de type familial (là où, notamment, l'effet de domination a été le plus fort, les colonies : exemple de l'Afrique de l'Ouest).

Dans la perspective de ce courant, ce paradoxe peut être levé de deux manières :

\* soit en l'expliquant par une évolution non achevée : pour se reproduire, la production paysanne dite indépendante n'a pas d'autre choix que d'accroître sa dépendance à l'égard des agences privées ou gouvernementales qui distribuent intrants et crédits, contrôlent la qualité des produits et la commercialisation. Les paysans survivent comme paysans «indépendants» en s'auto-exploitant et en acceptant des changements et des innovations exogènes qui en font des «travailleurs à domicile» tant qu'un niveau minimal de subsistance est encore possible sur place (Bernstein);

\* soit en l'expliquant par une configuration particulière des rapports sociaux entre le « Centre » dominant et la « Périphérie » dominée (théorie de l'articulation des modes de production : Laclau, Rey).

Ce schéma combine l'approche par l'hétérogénéité et l'approche par la domination. Les effets du marché sur les communautés paysannes accentuent la différenciation entre catégories sociales et entre exploitations, provoquent la mobilité de la main-d'œuvre et restreignent considérablement la capacité des communautés et des exploitants agricoles à se retirer du système englobant en cas de difficulté. Mais il ne s'ensuit pas que le mode de production capitaliste pénètre et soumette directement les modes de production non capitalistes qui prévalent dans les sociétés paysannes. Bien au contraire, le secteur capitaliste trouve avantage à la coexistence d'une « petite production marchande » paysanne qui est en mesure de lui fournir un volant de main-d'œuvre et des produits d'exportation dont le coût est abaissé par la prise en charge, par les communautés paysannes, des travailleurs incomplètement prolétarisés et par l'auto-exploitation de la main-d'œuvre familiale.

Le principal apport de la théorie de la domination et de ses variantes est de souligner l'importance de l'analyse historique pour comprendre les transformations internes récentes des communautés paysannes en rapport avec le processus de leur intégration au marché mondial dans la longue période (Klein, Post).

Un autre apport important concerne l'analyse du changement et de l'innovation. Dans cette perspective, le changement et l'innovation ne dépendent pas seulement des réponses ou des initiatives des seuls paysans, mais des combinaisons d'intérêts et des alliances entre les couches socio-économiques dominantes non paysannes et paysannes. Dans certains cas, les rapports sociaux à l'échelle de la société globale peuvent être responsables d'une véritable « involution agricole » (Geertz, Painter) ou peuvent réserver les moyens d'innover à des groupes spéculatifs ou sélectionnés (Richards, Darré). Dans tous les cas, la diffusion et le devenir des innovations sont inséparables des réseaux sociaux constitués à l'interface des communautés paysannes et des agences ou groupes sociaux non paysans qui interviennent dans ces communautés.

---

## CONCLUSION

Les différences d'interprétation du modèle paysan (notamment au regard du changement et de l'innovation dans ces sociétés) amènent à la seconde question évoquée en introduction : celle de la confrontation du modèle à la diversité des situations observées. On peut

supposer que les interprétations divergentes découlent en grande partie des généralisations établies à partir de situations locales ou régionales particulières. Pour appréhender la spécificité des sociétés paysannes, il est nécessaire de les replacer dans leur contexte historique ou régional.

Il apparaît que les deux caractéristiques centrales du modèle – importance du travail familial ou domestique, et existence d'une marge d'autonomie des communautés et des exploitations vis-à-vis de la société et de l'économie globale – ne suffisent pas à déterminer un comportement-type des sociétés paysannes à l'égard du changement et de l'innovation. La position des sociétés paysannes au sein des sociétés nationales, la stratification interne des communautés paysannes, l'histoire de leur intégration au marché sont des variables qui modulent dans une mesure considérable les effets que l'on peut attendre de « l'aversion pour le risque » – caractéristique des sociétés paysannes qui découle des deux premières.

Par conséquent, loin d'être exclusives l'une de l'autre, les variantes du « modèle paysan » proposées en sociologie doivent pouvoir être confrontées et combinées afin d'identifier des « situations paysannes » clairement caractérisées, notamment du point de vue de la « situation de changement et d'innovation » qui leur correspond.